

L'Allemagne : une puissance commerciale agroalimentaire fragile

Quentin Mathieu, Thierry Pouch

► **To cite this version:**

Quentin Mathieu, Thierry Pouch. L'Allemagne : une puissance commerciale agroalimentaire fragile. Allemagne d'aujourd'hui : revue française d'information sur l'Allemagne, Presses Universitaires du Septentrion, 2018. hal-02050671

HAL Id: hal-02050671

<https://hal.univ-reims.fr/hal-02050671>

Submitted on 6 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'Allemagne : une puissance commerciale agroalimentaire fragile

Les conséquences de la réunification allemande ne se sont pas limitées au seul périmètre de la géopolitique. Elles ont induit des changements structurels dans l'économie allemande et dans les relations économiques avec les autres pays membres de l'UE. Dans le domaine agricole, la réunification a permis à l'Allemagne de restructurer son appareil de production et de se hisser au rang de puissance exportatrice. Une analyse un peu plus approfondie des performances commerciales de l'Allemagne laisse pourtant entrevoir plusieurs fragilités illustrant une compétitivité incomplète du secteur agricole et alimentaire.

L'histoire des relations économiques franco-allemandes dans la construction européenne s'est, jusqu'à récemment, singularisée par une division du travail entre les deux pays, qui semblait être inaltérable. Au risque de frôler la caricature, l'Allemagne détenait le savoir-faire industriel (automobile, biens d'équipement...), tandis que la France disposait d'atouts dans le secteur agricole et alimentaire (céréales, produits laitiers, vins et boissons). Les profils des deux balances commerciales ont durant longtemps attesté de cette division du travail entre les deux principales puissances européennes, dans un contexte où la politique agricole avait une dimension commune.

Le début des années 2000 a bouleversé les équilibres de l'espace économique européen, lequel est devenu de plus en plus concurrentiel, la logique communautaire ayant cédé la place à des jeux de rivalités économiques et commerciales entre les puissances. L'agriculture peut être appréhendée comme illustrative de ce processus inédit dans l'histoire de l'Union européenne. La réunification allemande a permis la reconstitution d'un espace agricole important, offrant l'opportunité d'enclencher une dynamique productive notamment en productions animales. À partir de 2000, la croissance des productions agricoles est repartie à la hausse après une décennie de recul, grâce notamment aux livraisons animales provenant des Länder de l'Ouest, et, côté Est, du fait du regain d'activité des productions céréalières. Cette dynamique

* Économiste, chargé de missions au Service Études, références et prospective, Direction économie des agricultures et des territoires de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture à Paris.

** Économiste, Responsable du Service Études, références et Prospective, Direction économie des agricultures et des territoires de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture à Paris, Chercheur associé au Laboratoire REGARDS de l'Université de Reims Champagne-Ardenne, Membre de l'Académie d'agriculture.

productive a conduit l'Allemagne à se doter d'une stratégie d'exportation, dont la finalité était de capter des parts de marché, en particulier sur l'intracommunautaire, et ainsi de devenir une grande puissance agricole. L'objectif semble avoir été atteint, à en juger par la croissance des exportations de produits agricoles et alimentaires allemandes, la France ayant été supplantée par son voisin d'Outre-Rhin.

Faut-il pour autant en déduire que l'Allemagne détient des avantages comparatifs dans le secteur agricole et alimentaire ? Les performances commerciales de ces dernières années attestent-elles de la spécialisation allemande dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation ? L'ambition de cet article est de montrer en quoi l'Allemagne, en dépit de sa dynamique exportatrice, demeure confrontée à des défaillances de sa spécialisation sectorielle, qui font d'elle une nation très dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements et qui enregistre sur longue période des déficits commerciaux.

La première partie de l'article revient sur l'évolution des exportations de produits agricoles et alimentaires, assortie d'une comparaison avec la France sur une période de près de trente ans. Elle met aussi en exergue le fait que, en dépit des progrès accomplis sur le plan commercial, Berlin ne parvient pas à se défaire des déficits commerciaux chroniques qui sont les siens dans le secteur agroalimentaire, traduisant une spécialisation insuffisante dont témoignent ses importations massives. La seconde partie traite de la dynamique importatrice allemande. D'où proviennent les produits importés, quels sont-ils et quels en sont les usages ? La dépendance aux importations de produits agricoles suggère de questionner la pérennité du modèle allemand d'agriculture et d'industrie de la transformation.

Un aperçu des performances allemandes dans le secteur agroalimentaire

Comment la puissance industrielle allemande a-t-elle pu se positionner dans un secteur qui, historiquement, n'a pas constitué une priorité économique pour Berlin, et accumuler des succès commerciaux qui ont pu être perçus à la fois comme inédits et insolents de ce côté-ci du Rhin ? Car le lien à l'agriculture est bien différent en Allemagne – une branche de l'économie comme une autre – de ce qu'il est en France, où prédomine un rapport culturel et ancestral à la terre.

L'affirmation d'une puissance exportatrice de produits agricoles et alimentaires

Les positions commerciales, les parts de marché détenues par une économie, ne sont que rarement pérennes. Elles ont été davantage conquises selon des stratégies économiques précises et accompagnées par des politiques idoines. Au cours de l'histoire, elles peuvent être contestées par des puissances montantes qui, par la pression concurrentielle qu'elles exercent, bouleversent la hiérarchie des nations exportatrices. C'est manifestement ce qui s'est produit au détour des années 2000 dans l'Union européenne, et plus spécifiquement dans le secteur agricole et alimentaire. Jusque dans les années 1990, la configuration était la suivante : la France était la première puissance exportatrice de produits agricoles et alimentaires de l'UE à 28, largement devant l'Allemagne, la seconde à l'échelle mondiale, derrière les États-Unis. À partir du début de la décennie 2000, l'Allemagne s'appuie sur une restauration de son appareil de production pour conquérir des marchés, au détriment de la France qui voit s'éroder ses parts de marché.

Dès 2005, les exportateurs allemands de produits agricoles et alimentaires rattrapent puis supplantent leurs homologues français, lesquels prennent de plus en plus conscience que la concurrence se déploie au sein même de l'UE, au point de rompre les équilibres coopératifs antérieurs, notamment dans la sphère agricole. Entre 2006 et 2016, l'Allemagne a davantage exporté de produits agroalimentaires que la France et détient désormais des parts de marché supérieures à celles de sa voisine (figure 1). Une première ventilation par produits des exportations françaises et allemandes montre que c'est dans le domaine des produits transformés que l'écart se creuse entre les deux États membres de l'UE. En revanche, en matière de produits bruts, cet écart demeure en faveur de la France, même s'il a tendance à se réduire depuis 2012.

De nombreuses études ont été réalisées pour tenter d'identifier les ressorts des performances à l'exportation des exploitations agricoles et des industries de la transformation allemandes, dans un secteur dont rien ne laissait présager qu'un jour les produits puissent concurrencer ceux exportés par la France. Outre l'agrandissement de certaines exploitations agricoles, la restructuration-rationalisation de l'appareil industriel agroalimentaire, y compris dans le secteur de l'abattage d'animaux, la question des coûts salariaux, dont il sera question plus bas, a régulièrement été mise en avant pour expliquer le différentiel de performances commerciales entre les deux économies. On retrouve une trace de cette évolution dans la ventilation des principaux excédents commerciaux obtenus par l'Allemagne depuis le début des années 2000. L'essentiel de ces excédents provient des exportations de viande porcine, de produits laitiers et des préparations de céréales.

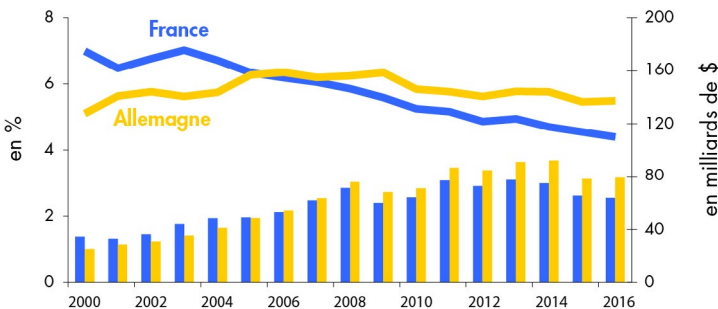


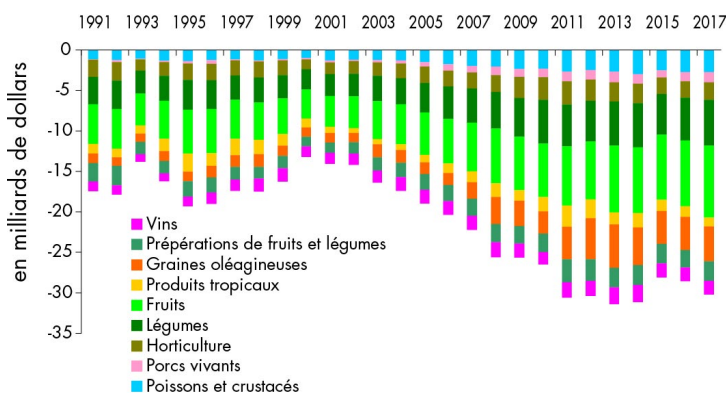
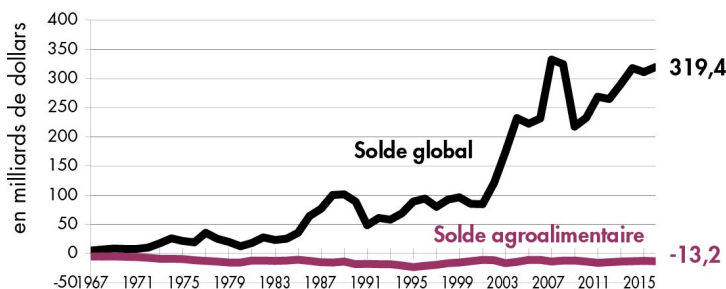
Figure 1. Parts de marché mondial et exportations de produits agroalimentaires de la France et de l'Allemagne.
2275 - Chambres d'Agriculture - Études économiques. Source : CEPII- CHELEM.

L'Allemagne se classe ainsi parmi les principaux pays exportateurs mondiaux de produits agricoles et surtout alimentaires. L'UE est la principale destination des exportations allemandes, les Nouveaux États membres de l'Est absorbant plus de 15 % des ventes de produits agricoles et alimentaires de l'Allemagne. On constate toutefois que, en raison de la crise économique et financière qui a frappé plusieurs pays de la zone Euro, les exportations allemandes sur ces économies ont fléchi depuis 2014, évolution partagée par les autres grands exportateurs européens. En 2014, Berlin a exporté pour plus de 100 milliards de dollars de produits agricoles, le montant étant retombé à 88 en 2016. L'Allemagne apparaît donc étroitement dépendante de la vigueur de l'activité économique mondiale et plus spécifiquement européenne. Mais la vulnérabilité du secteur agricole allemand réside surtout dans les importations massives qui

pénètrent le marché intérieur allemand, soulignant ainsi une réelle dépendance aux produits en provenance de l'étranger.

Une puissance exportatrice mais structurellement déficitaire

L'économie allemande est réputée pour ses performances commerciales dans le domaine industriel. Les exportations massives de produits manufacturés (chimie, automobile, biens d'équipement...) expliquent l'imposant excédent commercial enregistré depuis plusieurs années, celui de 2017 s'étant fixé à près de 312 milliards de dollars, en légère baisse par rapport à 2016 (319 milliards). La forte progression des exportations agroalimentaires ne débouche toutefois pas sur une configuration similaire. Car si les ventes sont élevées, bien davantage que celles de la France, l'économie allemande dégage un déficit commercial récurrent dans le secteur agroalimentaire, de l'ordre de 14 milliards de dollars en moyenne, illustrant un recours massif aux importations (figure 2). Comme l'indique la figure 3, le déficit en produits agroalimentaires provient essentiellement des fruits et des légumes, des importations de graines oléagineuses destinées à l'alimentation animale, et dans une moindre mesure des vins et boissons. Se dégage alors d'une comparaison franco-allemande une situation symétrique. Excédents commerciaux globaux en Allemagne mais déficits en produits agricoles et alimentaires *versus* excédents agroalimentaires mais déficits globaux dans le cas français.



La perception de la puissance exportatrice allemande que l'on a souvent de ce côté-ci du Rhin dans le secteur agricole et alimentaire doit donc être nuancée. Dans une optique mercantiliste, une économie ne peut être considérée comme une véritable puissance commerciale que si ses échanges se soldent par un excédent, ce qui est globalement le cas de l'économie allemande, mais pas pour l'agriculture et les produits de la transformation. Comme le disent les économistes, le contenu en importations des exportations allemandes de produits issus de l'agriculture et de l'industrie alimentaire est élevé. Pour exporter, les industriels de la transformation ont un recours aux importations, les productions domestiques n'étant pas ou suffisantes ou bien pas ou peu adaptées à leurs procès de transformation.

Pour savoir si une nation est compétitive à l'exportation, il est requis d'examiner certes les coûts de production, mais aussi les caractéristiques propres du produit vendu, ainsi que des volumes, c'est-à-dire la capacité pour les secteurs à produire. On sait que la compétitivité peut être une source d'élévation du bien-être d'une nation, par l'ouverture internationale qu'elle suppose. Dans le cas de l'Allemagne, il est légitime de se demander si ce pays avait besoin de devenir compétitif dans le secteur agricole et alimentaire, sachant que l'enrichissement de la population allemande reste étroitement subordonné à la compétitivité de l'industrie.

S'il est exact que le déficit commercial agroalimentaire est largement compensé par le colossal excédent industriel, la question demeure entière de savoir pourquoi les entreprises et les exploitations agricoles ont déployé des stratégies d'insertion dans la division internationale du travail. Le questionnement est d'autant plus légitime que les *Avantages Comparatifs* détenus par l'Allemagne – indicateur bien connu des économistes, qui compare la structure du commerce extérieur d'un pays pour un produit à l'ensemble du commerce mondial dans ce même type de produit – sont négatifs, on parle alors de *Désavantages Comparatifs*. En dépit de la nette progression de l'industrie des produits transformés, l'indicateur d'avantage comparatif demeure inférieur à zéro, et les produits bruts sont dans un état structurel de désavantage comparatif, lequel s'est même amplifié depuis 2009 (figure 4).

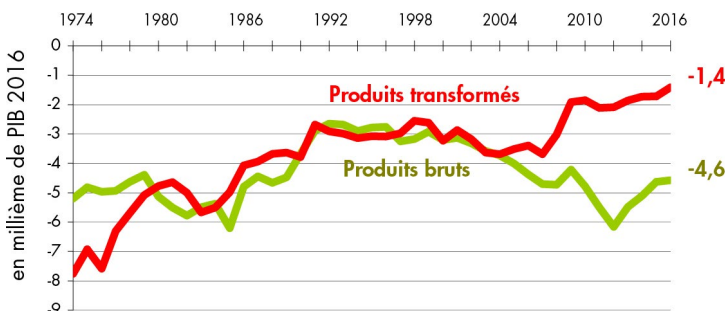


Figure 4. Avantages comparatifs révélés en Allemagne dans le secteur agricole.
1680 - Chambres d'Agriculture - Études économiques. Source : CEPII- CHELEM.

Le constat que l'on peut dresser est que l'économie allemande apparaît mal spécialisée dans le secteur agricole et dans l'industrie alimentaire. Elle exporte beaucoup mais importe dans le même temps une part élevée de ses produits agricoles et alimentaires pour nourrir sa population et les animaux d'élevage. Le risque d'en déduire que

cette situation de désavantages comparatifs est figée sur le long terme ne doit, pour autant, pas être pris. L'avantage comparatif est une construction socio-politique qui est évolutive. L'Allemagne peut en effet basculer d'une situation de désavantage à une posture d'avantage comparatif, en fonction de leviers appropriés.

Si le secteur agricole et alimentaire a suivi une trajectoire similaire à celle de l'industrie en matière d'exportation, cela s'explique d'une part par le fait que le débouché intérieur est insuffisant – austérité salariale, ralentissement démographique et vieillissement de la population... – et, d'autre part, par l'ouverture de nouveaux débouchés à l'est de l'Europe et dans plusieurs pays tiers classés dans la catégorie des émergents, zones où la demande alimentaire est soutenue. Comme pour l'industrie, l'impératif d'exportation s'est imposé à l'agriculture et à la transformation alimentaire.

Il est donc suggéré de porter son attention sur deux aspects du secteur agroalimentaire allemand. En premier lieu, dresser une ventilation par produits et par origines géographiques des importations de produits agricoles et alimentaires effectuées par l'Allemagne. Ensuite, tenter d'évaluer les risques que comporte telle dynamique importatrice.

Une dépendance aux importations : quels produits pour quelles origines ?

Ces dernières années, le déficit agroalimentaire allemand a oscillé entre 13 et 14 milliards d'euros, avec une trajectoire assez symétrique de l'évolution de ses exportations et de ses importations agroalimentaires. Depuis le début des années 2000, ces importations ont progressé selon un rythme soutenu, de l'ordre de 5 % par an en moyenne, jusqu'à atteindre plus de 105 milliards d'euros en 2013 et en 2014, avec une concentration de ces flux auprès d'un panel de principaux pays fournisseurs (figure 5). Comme exposé précédemment dans la figure 3, certains postes du déficit agroalimentaire allemand comme celui des fruits et légumes semblent avoir un poids considérable. Mais certains flux d'importations, d'une intensité en apparence moindre, traduisent en réalité la dépendance du secteur agroalimentaire allemand aux produits étrangers, aussi bien pour approvisionner son marché intérieur que pour le développement de ses exportations. C'est le cas par exemple des importations d'animaux vivants comme les porcs.

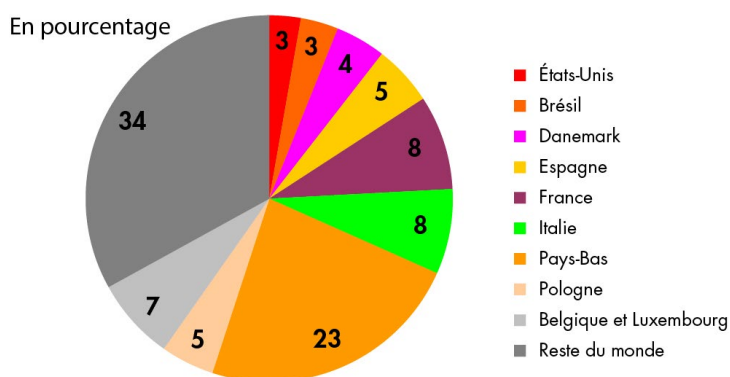


Figure 5. Principaux fournisseurs de l'Allemagne en produits agroalimentaires. 2275 - Chambres d'Agriculture - Études économiques. Source : CEPII- CHELEM.

Une décomposition des processus de production de viande

Alors que la viande porcine constitue le principal fer de lance des exportations agroalimentaires allemandes avec plus de 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires, et la principale viande consommée dans le pays, il apparaît que près d'un porc sur cinq (voire un sur quatre) abattu en Allemagne provient de l'étranger, principalement en provenance des Pays-Bas (pour l'abattage) et du Danemark (pour l'engraissement). Un choix stratégique qui s'inscrit dans une logique économique précise, les ateliers d'engraissement étant davantage rentables que ceux spécialisés en naissance, et, aussi dans une logique d'opportunité, puisque les contraintes économiques, géographiques et environnementales au Danemark et aux Pays-Bas ont poussé leur filière porcine à progressivement abandonner les activités d'engraissement et d'abattage au profit des opérateurs économiques allemands. On peut par voie de conséquence évoquer ici l'idée d'un modèle d'élevage transfrontalier, où les éleveurs danois et hollandais expédient leurs animaux vers une Allemagne en position de monopsonne, et où les animaux sont ensuite abattus et réexpédiés sous différents produits semi-transformés (barquettes de viandes fraîches et réfrigérées) ou transformés (conserves, charcuterie)¹.

La principale fragilité qui ressort d'un tel modèle d'organisation concerne le risque sanitaire à travers les flux d'animaux transfrontaliers. Si aucun épisode d'épizootie de grande ampleur n'est encore survenu ces dernières années, l'Allemagne serait exposée à un risque majeur en cas de déclenchement d'une crise sanitaire. La rupture des flux transfrontaliers avec les pays nordiques, et les restrictions aux exportations qui s'en suivraient, amputerait le pays de l'un de ses principaux atouts à l'exportation. Un risque hautement probable dont les autorités allemandes ont parfaitement conscience au vu des fortes inquiétudes qui ont animé la filière porcine allemande au moment de la recrudescence de cas de *peste porcine africaine* (PPA) dans les pays de l'Est, dont la Pologne au début de l'année 2018². Ce risque sanitaire peut être considéré comme un risque systémique au regard de la place centrale qu'occupe l'Allemagne dans les nœuds de commercialisation de porcs vivants en Europe, et de son interdépendance avec les filières danoises et hollandaises. En effet, d'après les données de Rabobank et de l'UN Comtrade, l'Allemagne captait en 2017 près de 50 % des flux d'exportation de porcelets et de truies en provenance du Danemark, et jusqu'à 74 % de ces flux en ce qui concerne les Pays-Bas. Ces deux pays ne sont ni plus ni moins que les deux principaux exportateurs de porcins vivants au niveau européen, mais aussi au niveau mondial. Un accident sanitaire chez l'un des membres du triangle d'échange Allemagne-Danemark-Pays-Bas pourrait donc rompre l'équilibre existant entre les filières porcines de chacun de ces pays.

Dans une moindre mesure, l'Allemagne se révèle également comme le premier importateur mondial de volailles vivantes (principalement en provenance des Pays-Bas), où les risques sanitaires dans cette filière sont particulièrement importants.

Une forte dépendance aux importations de céréales

En ce qui concerne le secteur de la viande dans sa globalité, la trajectoire du développement des produits carnés en Allemagne est intimement corrélée avec celle

1. Roguet, Christine et Rieu, Michel. Essor et mutation de la production porcine dans le bassin nord-européen : émergence d'un modèle d'élevage transfrontalier inédit. *Notes et études socioéconomiques*, 2011, vol. 35, p. 125-140.

2. « Allemagne : La peste porcine africaine inquiète les éleveurs » dans *La France Agricole*, le 22 janvier 2018.

de ses importations en céréales et oléagineux à destination de l'alimentation animale. Une observation statistique sur la période 2000-2016 permet de mettre en lumière une relation positive et significative entre la production de viande (la variable expliquée Y) et les importations de céréales et d'oléagineux (la variable explicative X) en Allemagne (figure 6). Le coefficient associé à la variable explicative indique qu'une hausse des importations de céréales et d'oléagineux de 1 % implique un accroissement de la production de viande de 0,03 %.

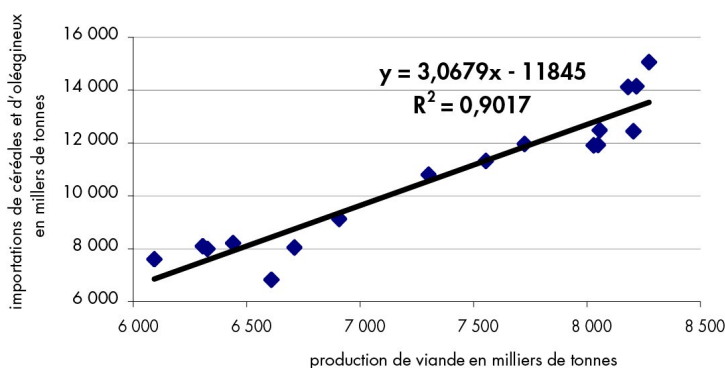


Figure 6. Relation entre production de viande et importations de céréales et d'oléagineux en Allemagne (2000-2016).
2275 - Chambres d'Agriculture - Études économiques. Source : calculs auteur d'après Eurostat.

La France, la Pologne et la République Tchèque constituent les principaux fournisseurs du pays en céréales, tandis que le Brésil et les États-Unis se partagent équitablement le marché allemand des importations de soja. La France se positionne aussi comme le premier fournisseur de l'Allemagne en colza. À noter que les statistiques montrent des flux d'exportations conséquents de céréales et d'oléagineux en provenance des Pays-Bas, principalement expliqués par le fait que Rotterdam est le principal port de débarquement pour les marchandises venues des pays-tiers, et que ce sont donc des réexportations à destination de l'Allemagne.

Cette dépendance aux céréales et oléagineux étrangers, qui pèse pour près de 4 milliards d'euros en 2016 dans le déficit agroalimentaire allemand, peut apparaître problématique pour les filières carnés sous plusieurs dimensions. Tout d'abord, le déficit en ces produits indique une production insuffisante pour couvrir les besoins nationaux, le développement des élevages ayant accaparé les espaces ruraux au détriment des cultures, accentuant au passage la pression sur le foncier agricole. D'autre part, cette dépendance aux fournisseurs étrangers est une fragilité en cas d'événements conjoncturels qui peuvent perturber ces flux d'approvisionnements. Une sécheresse dans un pays fournisseur entraînera mécaniquement un repli des exportations si celui-ci est aussi un fort consommateur de ce produit. La survenance de tensions commerciales avec les pays tiers et de restrictions aux exportations avec l'introduction de taxes peut rapidement faire renchérir le coût des importations et donc les coûts de production pour la viande. Enfin, la prépondérance de ses importations impose des coûts logistiques qui peuvent se révéler préjudiciables à la compétitivité des exploitations allemandes.

Le coût des importations en céréales n'a pas non seulement un impact sur les productions animales, mais également sur la compétitivité des exportations allemandes

pour les produits transformés à base de céréales (biscuiterie, pain), l'une des principales productions alimentaires en excédent dans les comptes commerciaux allemands (plus de 7 milliards de dollars d'exportation en 2017). Un renchérissement du prix des importations en céréales serait donc aussi préjudiciable à la compétitivité-prix à l'exportation de ces produits³.

L'Allemagne affiche également un déficit commercial conséquent en fruits et légumes, de respectivement 8,9 et de 5,6 milliards de dollars en 2016. Ses principaux fournisseurs sont l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et la France avec des productions d'exportation ciblées sur les produits les plus consommés en Allemagne. Plus précisément, l'Espagne et les Pays-Bas fournissent le pays en tomates (dont la consommation nationale est de 25 kg/habitant) et l'Italie occupe majoritairement le marché des pommes d'importation, dont la consommation allemande atteint 23,5 kg/hab⁴. Une dépendance aux importations de fruits et légumes qui s'est fortement accrue ces dernières années, en lien entre autres avec la forte consommation de ces produits sous forme de conserves, et avec les changements de comportements alimentaires des consommateurs allemands qui se tournent vers des régimes alimentaires plus équilibrés.

Les facteurs structurels qui pourraient nuire aux performances à l'exportation

L'un des moteurs des performances allemandes dans le secteur agroalimentaire provient de la maîtrise de ses coûts en main-d'œuvre. Par exemple dans la filière porcine, une étude de l'*Institut Français du Porc* (IFIP) a ainsi montré que l'Allemagne compensait des coûts de production supérieurs à ses concurrents européens par une meilleure productivité et un coût de la main-d'œuvre parmi les plus bas du panel de pays européens sélectionnés (16,90 € de l'heure)⁵. D'un point de vue plus large, cette pression à la baisse sur le coût de la main-d'œuvre a été permise par l'inexistence d'un salaire minimum en Allemagne jusqu'en 2015 (introduit à 8,50 € de l'heure), le secteur agricole ayant bénéficié d'un régime dérogatoire puisque les organisations patronales ont obtenu une période transitoire où le salaire minimum de branche augmenterait progressivement jusqu'à fin 2017 pour se fixer à 9,10 € de l'heure⁶. De plus, ce salaire minimum ne concerne pas les contrats pour les saisonniers agricoles, en majorité destinés aux travailleurs détachés.

L'utilisation de nombreux travailleurs détachés issus des pays de l'Est est une autre particularité de l'offre de travail agricole en Allemagne. Certaines industries agroalimentaires y ont recours de façon intensive afin de doper la compétitivité de leurs activités, les conditions de travail précaires et les bas salaires proposés à cette catégorie de travailleurs réduisant considérablement le coût total de la main-d'œuvre supporté par les industriels. Le secteur de l'abattage en est un exemple frappant, certains syndicats de travailleurs allemands comme le *Gewerkschaft Nahrung-Genuss-Gaststätten* (NGG) ayant dénoncé le recours abusif par des grands groupes d'abatteurs allemands à

3. On peut appliquer le même raisonnement aux produits de la chocolaterie (7 milliards de dollars d'exportation en 2017), dont le coût des importations en matière première devrait suivre une trajectoire ascendante au regard des tensions sur l'offre mondiale de cacao, majoritairement détenue par la Côte d'Ivoire et le Ghana.

4. Industry Overview : The Food & Beverage Industry in Germany, GTAI Germany Trade & Invest, Issue 2016/2017.

5. Baromètre Porc, IFIP – Institut du Porc, novembre 2014.

6. Theodor Fock, « L'économie agricole allemande : des structures en mutation », Notes du Cerfa, n° 132, septembre 2016.

cette main-d'œuvre bon marché. La proportion d'effectifs salariés ne serait que de seulement 35 % dans le secteur de l'abattage, taux qui tomberait à 10 % chez le numéro un de l'abattage allemand, la firme Tönnies⁷. Le reste de la main-d'œuvre est composé de travailleurs polonais et roumains, embauchés en contrat à durée déterminée, en dessous du minimum salarial, et dans des conditions de travail pas forcément conformes au droit européen. Ces pratiques relevant du dumping social ont été dénoncées par les concurrents agricoles de l'Allemagne et des collectifs européens auprès de la Commission Européenne. À moyen-long terme, l'économie allemande ne devrait pas préserver cet avantage compétitif sous la pression aussi bien européenne que de ses propres organisations agricoles.

Un autre point de fragilité que l'on peut observer concerne la structuration de l'espace agricole allemand et de l'organisation économique de ses filières agroalimentaires. Comme évoqué un peu plus haut, le développement des activités d'élevage a accentué la pression sur le foncier agricole et une diminution des surfaces destinées aux grandes cultures. La tendance à la concentration de ces structures d'élevage risque de renforcer cette pression foncière, à travers l'accroissement des besoins en prairies pâturables et en cultures destinées à l'alimentation animale, et aussi avec l'extension des dispositifs de méthanisation qui sont devenus indispensables aux exploitations allemandes⁸. Par ailleurs, les enjeux environnementaux sont considérables face à la concentration de ces élevages, et la pression exercée par les partis écologistes allemands, pourrait représenter un frein important à leur développement (donc de leur compétitivité) compte tenu de leur influence politique dans les Länder.

Ensuite, l'organisation économique des filières allemandes s'est longtemps structurée autour de puissants groupes de discounters allemands tels qu'Aldi ou Lidl. On estime ainsi que près de 44 % des parts de marché de l'agroalimentaire allemand sont détenus par seulement 4 grands groupes⁹. Pour ces firmes, les marchés à l'exportation constituent avant tout un outil de dégagement pour leur surplus afin de dégager davantage de marges, la saturation de la demande sur le marché intérieur laissant peu de place à des perspectives de croissance. De plus, la forte concurrence que se livrent les grandes surfaces allemandes repose avant tout sur une stratégie de prix le plus bas possible en compressant les marges commerciales de tous les acteurs de la chaîne de valeur alimentaire. Ce modèle de commercialisation implique donc une course à la compétitivité et à la réduction des coûts de production pour l'amont des filières agroalimentaires, et une conquête permanente des parts de marché à l'exportation en aval pour dégager le marché intérieur. Une stratégie payante jusqu'ici pour les acteurs industriels, au regard de la croissance continue du chiffre d'affaires à l'exportation des industries agroalimentaires allemandes, mais préjudiciable pour les agriculteurs allemands qui rencontrent des difficultés à s'aligner sur des prix aussi faibles. Le secteur laitier allemand en est une illustration, les manifestations d'éleveurs et les liquidations d'exploitations sur ces dix dernières années ayant montré les difficultés de la filière à tenir un tel modèle, malgré sa place de premier producteur et exportateur de lait de l'Union européenne.

7. <https://www.usinenouvelle.com/article/competitivite-l-allemande-championne-a-quel-prix.N192753>.

8. Bavorova, Miroslava. Structural changes in the German agri-food complex : the end of small and medium enterprises ? *Agricultural Economics*, 2010, vol. 56, n° 12, p. 591-600.

9. Rouault, Philippe. *Analyse comparée de la compétitivité des industries agroalimentaires françaises par rapport à leurs concurrentes européennes*. Rapport au Premier Ministre, octobre, 2010.

Conclusion

Si les performances agroalimentaires à l'exportation de l'Allemagne ont connu une croissance remarquable sur ces dix dernières années, elles ne suffisent pas à masquer le déficit chronique de son commerce extérieur agroalimentaire. Le modèle commercial sur lequel se fondent les opérateurs économiques allemands semble être difficilement durable à long terme. Une compétitivité accrue structurée autour de la transformation et de l'incorporation de produits importés dans des produits finaux à forte valeur ajoutée, et de la compression des coûts de production, en particulier salariaux, ne constitue pas en effet une stratégie adaptée aux grands enjeux alimentaires de demain. C'est ce qui fait précisément la différence avec la compétitivité du secteur agroalimentaire français. En dépit de l'érosion de ses performances commerciales, la grande diversité des productions françaises étroitement associée à la qualité des produits qui font la réputation du secteur à l'étranger, constituent de puissants atouts pour redresser la compétitivité de l'agriculture et de l'industrie de la transformation. Le défi que représente la montée en puissance de l'agriculture allemande apparaît de ce point de vue relevable.